

Déclaration de Gilles LEPROUST Maire d'Allonnes Vice-Président de Ville et Banlieue

Le maire de SEVRAN, S. GATIGNON est en grève de la faim devant l'Assemblée Nationale pour demander réparation à l'Etat pour sa ville et ses habitants.

Comme maire d'une ville populaire, je comprends ce cri de colère.

La situation actuelle est catastrophique pour les habitants. Dans une ville comme Allonnes, 21 % de la population active est au chômage. A l'occasion d'une récente rencontre, les associations caritatives de la ville m'ont confirmé l'augmentation importante des demandes d'aides et l'élargissement de la population touchée (les jeunes, les familles monoparentales, les veuves,...)

Il y a urgence que le gouvernement dans la loi de finance 2013 apporte des réponses concrètes.

Je partage la revendication du Maire de SEVRAN d'augmenter fortement la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et la Dotation de Développement Urbain (DDU). En effet, c'est à l'Etat d'assurer l'égalité de traitement de tous les territoires du pays et de l'accès aux droits fondamentaux de la population.

Il y a urgence d'avoir une rupture avec les politiques menées ces dernières années.

Tous les ministres (Education, Santé, Emploi, Culture, Sport,...) doivent être mobilisés en priorité dans nos territoires populaires.

Sans sous-estimer les politiques de péréquation locale, seul un engagement financier fort de l'Etat est garant d'un résultat positif pour les populations. Cela passe par une réforme fiscale nationale qui dégage des moyens supplémentaires avec notamment la mise en place d'une taxation des actifs financiers.

Ne tournons pas autour du pot, des choix courageux s'imposent, notamment en s'attaquant aux forteresses de l'argent-roi, le récent pacte de compétitivité est un signe négatif envoyé aux quartiers et aux villes populaires.

N'attendons pas de futures violences urbaines pour s'étonner de la situation. Dans ces secteurs, c'est maintenant qu'il y a besoin de réponses à la détresse et à la souffrance des habitants... et des élus qui se sentent bien seuls « à gérer » ces poches d'inégalités sociales et territoriales, de misère indignes de la France.

Allonnes, le 11 novembre 2012